

La République du Centre, 26 juin 2012

TRANSPORT ■ Les élus de gauche veulent rendre à César ce qui lui appartient

« Notre plus belle victoire »

À 3 jours de l'inauguration de la ligne B du tram, les élus PS locaux sont montés au front, hier, pour dire que, sans la première ligne, il n'y aurait pas eu de seconde...

Anthony Gautier

Les historiens appellent cela « le devoir de mémoire ». Transposée dans la bouche des élus de gauche, réunis hier autour de Jean-Pierre Sueur, sénateur socialiste, la problématique prend l'intonation politique suivante : « Comment ceux qui ont été les principaux opposants à la première ligne de tram finissent par inaugurer, vendredi, la seconde ? » En ligne de mire, bien sûr, Serge Grouard, député-maire UMP d'Orléans, et Charles-Éric Lemaignen, président UMP de l'Agglo.

« Tergiversations à 55 millions d'euros »

Et ils étaient tous là, autour de l'ancien maire d'Orléans, ces élus de gauche qui, au moment de la réalisation de la première ligne de tram et du projet de la seconde, ont ferrailé avec leurs adversaires de droite qui, de 1995 à 2005, se sont opposés à la réalisation de la première ligne, alors qu'ils n'étaient pas arrivés au pouvoir, ou



UNION. (De g. à d.) Pierre Ody, Christian Dumas, David Thiberge, Michel Brard, Jean-Pierre Sueur, Christophe Chaillou, Jean-Pierre Lapaire et Jean-Vincent Vallières. PHOTO DANIEL BÉDRUNES

ont projeté « la création d'un trolleybus guidé » alors qu'ils venaient de le conquérir.

Tour à tour, Jean-Pierre Lapaire (ancien vice-président de l'Agglo et ancien député-maire de Saint-Jean-de-Braye), Christophe Chaillou (maire de Saint-Jean-de-la-Ruelle), David Thiberge (maire de Saint-Jean-de-Braye), Pierre Ody (maire de Semoy), Jean-Vincent Vallières (maire de Chécy), Christian Dumas (maire d'Ingré), et Michel Brard (conseiller général) ont dénoncé « les reniements et les renoncements depuis dix ans » du duo Lemaignen-Grouard, (dit **C h r i s t o p h e** Chaillou), auxquels ils ont

opposé « la cohérence de (leurs) positions ».

« La plus chère »

Mais outre la dimension de moralité politique, ces élus PS ont voulu démontrer que « ces tergiversations », selon David Thiberge, n'avaient pas été sans conséquences financières. « Elles ont coûté quelque 55 millions d'euros supplémentaires », a estimé Jean-Pierre Lapaire. Selon lui, nonobstant les aides de l'État perdues du fait « du retard pris », la conduite même du chantier (le choix des assistants de maîtrise), a entraîné un surcoût « que l'ensemble des habitants

de l'agglo devra assumer », selon Christian Dumas.

Après avoir indiqué que vingt-trois mois de travaux avaient été nécessaires à la réalisation de la première ligne de tram (18 km) contre cinquante mois à la seconde (11,3 km), l'ancien maire de Saint-Jean-de-Braye a comparé les coûts des deux lignes par kilomètre : « 20 millions pour la première, autour de 39 pour la seconde ». « La première ligne était la moins chère de France, la seconde est la plus chère, excepté Nice », a ironisé Jean-Pierre Sueur. Avant de conclure : « L'arrivée de cette seconde ligne est finalement notre plus belle victoire ». ■